

Conant, Melvin A. *The Oil Factor in U.S. Foreign Policy, 1980-90, A Council on Foreign Relations Book*, Lexington, Lexington Books, Massachusetts, 1982, 141 p.

Denise Artaud

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701608ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701608ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Artaud, D. (1983). Compte rendu de [Conant, Melvin A. *The Oil Factor in U.S. Foreign Policy, 1980-90*, A Council on Foreign Relations Book, Lexington, Lexington Books, Massachusetts, 1982, 141 p.] *Études internationales*, 14(4), 871-872. <https://doi.org/10.7202/701608ar>

CONANT, Melvin A. *The Oil Factor in U.S. Foreign Policy, 1980-90* Acouncil on Foreign Relations Book, Lexington, Lexington Books, Massachussets, 1982, 141 p.

La question du pétrole n'est pas nouvelle. Dès les années 1960 s'est dessinée la dépendance des États-Unis à l'égard des importations étrangères, et pour les Alliés européens, cette dépendance est en quelque sorte constitutive. Mais dans les dix années à venir, la question risque d'être cruciale. Non que l'on s'oriente vers une inadéquation entre la consommation et les réserves, mais le pétrole est pour l'Occident un produit stratégique de première nécessité, et pour les pays producteurs, dans la même perspective, c'est un capital stratégique dont on fixe le prix et le niveau de production en fonction de critères qui ne sont pas économiques. Le problème est donc essentiellement politique, et sa complexité augmentera dans les années à venir en raison du rôle grandissant joué par l'Union soviétique dans le *Oil Heartland*, c'est-à-dire dans la région qui va de l'Algérie au Pakistan, et qui englobe avec le Moyen Orient la moitié des réserves mondiales de pétrole connues à l'heure actuelle.

C'est pour ces raisons que Melvin Conant, ancien administrateur à la *Federal Energy Administration* (1974-1976), et professeur au *National War College*, publie une étude sur les implications du problème pétrolier sur la politique extérieure des États-Unis dans la décennie à venir. Car, estime-t-il, il est impossible que les pays occidentaux se convertissent à de nouvelles sources d'énergie dans les prochaines années. De ce fait la défense du Golfe sera un élément essentiel dans l'élaboration de la stratégie américaine. C'est d'ailleurs le sens de la doctrine Carter, énoncée après la révolution iranienne : une tentative faite par une puissance extérieure en vue d'établir son contrôle sur le Golfe Persique serait regardée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis.

Partant de ces prémisses, l'auteur étudie successivement le pétrole et la stratégie alliée, les intérêts de l'Europe et du Japon, le facteur

soviétique, les préoccupations et objectifs des principaux pays du Moyen Orient, le système pétrolier international, c'est-à-dire le déclin des grandes compagnies pétrolières et l'étatisation croissante des échanges pétroliers. Le livre se termine par un bref aperçu des tentatives de riposte lancées par les Occidentaux contre l'OPEP (agence internationale pour l'énergie, conférence pour la coopération internationale, sommet de Venise...).

Cette longue énumération à laquelle il faut ajouter pour être complet les recommandations finales sur lesquelles nous reviendrons, montre que l'auteur s'est efforcé de couvrir tous les aspects d'une question tentaculaire. Mais comme l'ouvrage est mince (119 p.), l'information est rapide, et malheureusement certains aspects en sont déjà dépassés. Les statistiques datent de 1979, et rien dans les développements de Conant ne laisse prévoir l'évolution actuelle (surproduction, baisse des prix, et tarissement des excédents financiers de l'OPEP).

Aussi, plus qu'un ouvrage de prospective, ce livre est un catalogue commode de données et de rubriques, un memento des événements internationaux les plus importants de ces dernières années ; bref, il peut fournir les éléments d'une problématique. Mais ses recommandations finales ne sont guère stimulantes, et décrivent davantage ce qui dans l'abstrait est souhaitable que ce qui est politiquement réalisable. Un des objectifs de la politique américaine, nous dit par exemple l'auteur, doit être au Moyen Orient « *a defensible Israel, possessed of a sufficient military capability to guard its borders, and with policies and programs intended to improve its relations with Arab neighbors: a reciprocal attitude on the part of its Arab neighbors* » (p. 99). C'est en fait ce que les Occidentaux ont recherché depuis 1947 avec un succès tout relatif. Sans doute Conant a-t-il raison de déplorer que le processus de Camp David ait été mis en sommeil, mais ses avis auraient plus de pertinence s'il analysait les causes de l'échec et faisait quelques suggestions précises.

Au total, ce livre, contrairement à son titre, est plus intéressant pour le passé immédiat que pour la décennie à venir.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

SANFORD, Jonathan E. *U.S. Foreign Policy and Multilateral Development Banks*. Boulder (Col.) Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1982, 293 pages.

Voici une monographie sans prétention, dont le sujet est bien circonscrit et présenté avec concision et clarté. L'exhaustivité n'en souffre pas, car l'étude, très fournie, s'appuie sur une solide documentation officielle. L'auteur a pu la puiser à bonne source puisqu'il est analyste en matière de politique économique internationale au Service de recherche du Congrès. C'est donc avec une sûreté manifeste qu'il chemine vers son but. Documents du Congrès, rapports de l'Administration et une centaine d'interviews avec des responsables américains des banques multilatérales de développement lui fournissent l'essentiel de sa matière.

Il s'agit de préciser les objectifs des autorités américaines dans le domaine, leurs options, l'origine des banques multilatérales et l'histoire de la participation des États-Unis dans ces organismes, le rôle de l'Administration et du Congrès dans l'élaboration de la politique américaine, les rapports entre instance exécutive et instance législative, et l'appréciation globale de l'influence des États-Unis. L'auteur accorde autant d'importance à l'analyse des fins que poursuit le gouvernement américain qu'au processus de formulation de sa politique dans les rouages de l'État.

L'étude part de la constatation que c'est dans un cadre bilatéral que les États-Unis octroyaient autrefois leur assistance aux pays en voie de développement. Le développement s'étant avéré plus difficile et les retombées politiques moins intéressantes que prévu, les banques multilatérales ont été jugées plus ap-

tes à favoriser les objectifs américains dans les PVD.

Les recherches de l'auteur l'ont amené à remettre en cause certaines idées reçues. Par exemple, il fait observer que les banques multilatérales ne sont pas des institutions étrangères à la politique. Un programme qui consent des prêts annuels de l'ordre de 15 milliards de dollars ressortit éminemment à la politique. Par ailleurs, les États-Unis ne cherchent pas uniquement à promouvoir le développement. Ces banques constituent un moyen d'inciter les PVD à suivre des méthodes économiques de type occidental. Sur un autre plan, le Département d'État joue un rôle de première importance, même si l'initiative américaine en ce qui a trait aux banques multilatérales revient au Département du Trésor. Quant au Congrès, il n'a pas été une force d'obstruction, malgré les pressions qu'il a subies. Enfin, l'auteur souligne que les États-Unis parviennent à exercer plus d'influence quand ils cherchent à s'adjoindre une majorité des membres des conseils d'administration des banques plutôt que lorsqu'ils essaient d'effectuer une mainmise directe.

Ces conclusions sont explicitées dans chacun des chapitres de l'ouvrage. Lors de la conférence de Bretton-Woods, les participants établissent le Fonds monétaire international afin de remédier au désordre et à la fragmentation des politiques monétaires de l'entre-deux-guerres. Ils mettent sur pied la Banque mondiale dans l'espoir de stabiliser le système financier international et fournir les ressources aux pays incapables de les trouver sur les marchés des capitaux. Dans les deux cas, les États-Unis visent à contribuer à l'avènement d'un monde exempt de barrières nationales contre les mouvements de marchandises et de capitaux. Le gouvernement américain n'entre dans les banques régionales inter-américaine, asiatique et africaine qu'avec réticence et seulement dans un but politique précis touchant la région. (p. 48) En ce qui concerne l'assistance bilatérale, les États-Unis y voient volontiers un instrument politique, contrairement aux banques multilatérales qui seraient orientées vers le développement. (p. 20)